

capitalisme. L'Etat capitaliste vers lequel, durant le conflit convergent tous les pouvoirs, sous l'impérieuse nécessité d'établir une économie de guerre, est le grand consommateur insatiable qui crée son pouvoir d'achat au moyen d'emprunts gigantesques drainant toute l'épargne nationale sous le contrôle et avec le concours « rétribué » du capital financier ; il paye avec des traites qui hypothèquent le revenu futur du prolétariat et des petits paysans. L'affirmation de Marx, formulée il y a 75 ans, reçoit sa pleine signification : « La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique ».

La guerre devait évidemment accélérer le processus d'exacerbation des antagonismes sociaux. La dernière période du massacre s'ouvre par le coup de tonnerre d'Octobre 1917. Le secteur le plus faible du capitalisme mondial vient de sauter. Des convulsions révolutionnaires grondent en Europe Centrale et Occidentale. Le pouvoir bourgeois est chancelant ; il faut mettre fin au conflit. Si en Russie, le prolétariat guidé par un parti trempé par quinze ans de luttes ouvrières et de travail idéologique, peut maîtriser une bourgeoisie encore faible, et instaurer sa dictature, dans les pays centraux — où le capitalisme est plus solidement enraciné — la classe bourgeoise tout en chancelant sous l'impétuosité du flux révolutionnaire, parvient cependant, avec l'appui d'une social-démocratie encore puissante et du fait de la non-maturité des partis communistes, à orienter le prolétariat dans une direction qui l'éloigne de ses buts spécifiques. La tâche du capitalisme est facilitée par la possibilité qu'il a, après l'armistice, de prolonger sa « prospérité » de guerre en une période d'essor économique justifié par la nécessité d'adapter la production guerrière au renouvellement de l'appareil productif et à une consommation de paix s'exprimant par les immenses besoins de première nécessité qui surgissent. Ce relèvement réintègre dans la production la presque totalité des ouvriers démobilisés et les concessions d'ordre économique que leur accorde la bourgeoisie, si elles n'entament pas son profit (les salaires augmentés ne suivant que de loin la dépréciation du pouvoir d'achat du papier monnaie), lui permettent cependant de jeter dans la classe ouvrière l'illusion qu'une amélioration de

son sort peut encore s'effectuer dans le cadre du régime capitaliste et, en isolant de son avant-garde révolutionnaire, d'écraser celle-ci.

La perturbation jetée dans le système monétaire aggrave le désordre apporté par la guerre dans la hiérarchie des valeurs et le réseau des échanges, de sorte que l'essor (du moins en Europe) évolue dans le sens d'une activité spéculative et d'un accroissement de valeurs fictives, et non comme une phase cyclique ; il atteint d'ailleurs bien vite son point culminant, le volume de la production bien que correspondant à une capacité fortement réduite des forces productives et bien que restant sensiblement inférieur au niveau d'avant-guerre déborde cependant rapidement la faible capacité d'achat des masses. D'où la crise de 1920 qui, ainsi que la définit le 3e Congrès de l'Internationale Communiste, apparaît comme la « réaction de la misère contre les efforts pour produire, trafiquer et vivre sur un pied analogue à celui de l'époque capitaliste précédente », qui est celle de la prospérité fictive de guerre et d'après-guerre.

Si en Europe la crise n'est pas l'aboutissement d'un cycle industriel, aux Etats-Unis, elle apparaît encore comme telle. La guerre lui a permis de se dégager de l'étreinte de la dépression économique de 1913 et lui a offert d'immenses possibilités d'accumulation en écartant son concurrent européen et en lui ouvrant un marché militaire quasi inépuisable. L'Amérique devient le grand fournisseur de l'Europe en matières premières, produits agricoles et industriels. Appuyés sur une capacité productive colossale, une agriculture puissamment industrialisée, d'immenses ressources en capitaux et leur position de créancier mondial, les Etats-Unis, en devenant le centre économique du capitalisme mondial, déplacent aussi l'axe des contradictions impérialistes. L'antagonisme anglo-américain se substitue à la rivalité anglo-allemande, moteur du premier conflit mondial. La fin de celui-ci fait surgir aux Etats-Unis le profond contraste d'un appareil productif hypertrophié et d'un marché considérablement rétréci. La contradiction éclate dans la crise d'avril 1920 et le jeune impérialisme américain dès lors s'engage, à son tour, dans la voie de la décomposition générale de son économie.

Dans la phase décadente de l'impérialisme, le Capitalisme ne peut plus diriger

les contrastes de son système que vers une seule issue : la guerre. L'Humanité ne peut échapper à une telle alternative que par la révolution prolétarienne. Or, la révolution d'Octobre 17 n'ayant pu, dans les pays avancés d'Occident, mûrir la conscience du prolétariat et celui-ci ayant été incapable d'orienter les forces productives vers le socialisme, seule possibilité de combler les contradictions capitalistes, la bourgeoisie, quand les dernières énergies révolutionnaires se sont consumées dans la défaite du prolétariat allemand en 1923, parvient à restituer à son système une stabilité relative qui, bien que renforçant sa domination, va cependant la pousser dans la voie menant à une nouvelle et plus terrible conflagration générale.

Entretemps s'ouvre une nouvelle période de reprise économique qui prend les apparences d'une prospérité analogue à celle d'un cycle du capitalisme ascendant, tout au moins en ce qui concerne un des aspects essentiels : le développement de la production. Mais nous avons vu qu'antérieurement l'essor correspondait à une extension du marché capitaliste s'annexant de nouvelles zones pré-capitalistes, tandis que l'essor de 1924-29 qui évolue dans la crise générale du capitalisme ne peut pas puiser à de telles possibilités. On assiste, au contraire, à une aggravation de la crise générale sous l'action de certains facteurs que nous allons rapidement examiner : a) Le marché capitaliste est amputé du vaste débouché que constituait la Russie impériale, importatrice de produits industriels et de capitaux et exportatrice de matières premières et de produits agricoles cédés à bas prix au moyen d'une exploitation féroce de la paysannerie ; d'autre part, la dernière grande zone pré-capitaliste à ressources immenses et vaste réservoir d'hommes, est plongée dans de formidables convulsions sociales qui empêchent le Capital d'y effectuer des placements « rassurants » ; b) le détraquement du mécanisme mondial a supprimé l'or en tant qu'équivalent général des marchandises et de monnaie universelle, l'absence d'une commune mesure et la coexistence de systèmes monétaires basés, soit sur l'or, soit sur le cours forcé ou la non convertibilité, déterminent une telle différenciation des prix que la notion de la valeur s'estompe, que le commerce international est complètement désarticulé et que son désordre

s'aggrave par le recours plus fréquent et plus caractérisé au dumping ; c) la crise chronique et générale de l'agriculture est mûre dans les pays agraires et dans les secteurs agricoles des pays industriels, (elle s'épanouira dans la crise économique mondiale). Le développement de la production agricole qui avait reçu sa principale impulsion de l'industrialisation et de la capitalisation agricoles, dès avant guerre, de grandes zones des Etats-Unis, du Canada et de l'Australie, s'est poursuivi, par son extension à des régions plus arriérées d'Europe Centrale et d'Amérique du Sud, dont l'économie essentiellement agricole a perdu son caractère semi-autonome et est devenue totalement tributaire du marché mondial.

De plus, les pays industriels, importateurs de produits agricoles, mais engagés dans la voie du nationalisme économique tentent de combler la déficience de leur agriculture par une augmentation des terres emblavées et par un accroissement de leur rendement, à l'abri de barrières douanières et avec l'appui d'une politique de subventions, dont la pratique s'étend également aux pays de grande culture (Etats-Unis, Canada, Argentine). Il en résulte, sous la pression monopoliste, un régime factice de prix agricoles s'élevant au niveau du coût de production le plus élevé et qui pèse lourdement sur la capacité d'achat des masses (cela se vérifie surtout pour le blé, article de grande consommation).

De ce que les économies paysannes ont achevé leur intégration au marché découle pour le capitalisme une conséquence importante : les marchés nationaux ne peuvent plus être étendus et ont atteint leur point de saturation absolu. Le paysan, bien que gardant les apparences d'un producteur indépendant, est incorporé à la sphère capitaliste de production au même titre qu'un salarié : de même que celui-ci est spolié de son surtravail par la contrainte où il se trouve de vendre sa force de travail, de même le paysan ne peut s'approprier le travail supplémentaire contenu dans ses produits parce qu'il doit céder ceux-ci au capital au-dessous de leur valeur.

Le marché national traduit ainsi de façon frappante l'approfondissement des contradictions capitalistes : d'une part, la décroissance relative, puis absolue de la part du prolétariat dans le produit total, l'extension du chômage permanent et de